

Romain Bessonnet : contrairement à Macron, Poutine a une vraie pensée stratégique

écrit par Jules Ferry | 25 février 2022





**MACRON A DÉMONÉTISÉ LA VOIX
DE LA FRANCE EN **RUSSIE**
PAR ROMAIN BESSONNET**

Introduction

Merci à Rochefortaise qui a entendu en direct l'émission d'André Bercoff de jeudi 24, sur Sud-Radio évoquant l'Ukraine :

*Le premier invité, **Romain Bessonnet**, spécialiste de Poutine, à la fois souverainiste français et spécialiste du monde russe, juge sévèrement Macron et a décrit l'enchaînement qui nous conduit à la situation actuelle depuis environ 1990.*

Mais ce que disait ce M. Bessonnet n'est pas passé. Sur le moment, un modérateur a dû l'éliminer...

Malheureusement, le début de l'émission de Bercoff, a été escamoté et la partie avec Romain Bessonnet a finalement disparu de la vidéo !

Rochefortaise vient de retrouver le podcast :

https://podcasts.sudradio.fr/sudownload/audioredirect/01-PODCAST/BERCOFF_DANS_TOUS_SES_ETATS-2022-02-24.mp3

Voici donc un autre document, qui n'a pas encore disparu !

Il s'agit d'un **entretien avec Romain Bessonnet, publié le 23 février 2022 [un jour avant les opérations militaires].**

Secrétaire général du Cercle Aristote, **Romain Bessonnet est à la fois souverainiste français et spécialiste du monde russe.** Il est l'auteur de *Poutine par lui-même* (éd. Jean-Cyrille Godefroy). **Il est interrogé sur la crise russo-ukrainienne.**



**MACRON A DÉMONÉTISÉ LA VOIX
DE LA FRANCE EN RUSSIE
PAR ROMAIN BESSONNET**

Romain Bessonnet : *ce qui me choque, c'est que le fondateur de la division de Waffen SS « Galicie » et d'autres ont été commémorés officiellement par la ville de Kiev. Emmanuel Macron verse une larme à Oradour entre les deux tours de la présidentielle pour jouer au résistant antifasciste, puis serre la main d'un président ukrainien qui a érigé la glorification de ces criminels en politique d'État.*

Front populaire : Poutine a donc signé la reconnaissance officielle des deux républiques séparatistes du Donbass. Était-ce prévisible ? Que change cette décision ?

Romain Bessonnet : Cette décision était sur la table depuis deux ans. C'était d'ailleurs le groupe communiste à la Douma qui l'avait portée et avait essuyé un refus de la majorité présidentielle qui croyait encore au processus de Minsk. Cette décision était dans l'air depuis plusieurs semaines. En effet, Emmanuel Macron et les médias français s'étaient concentrés sur la question de l'extension de l'OTAN à l'Est, mais avaient négligé la seconde partie des revendications russes : des avancées notables dans le processus de règlement de la question du Donbass.

Olaf Scholz avait promis des avancées tangibles dans la partie politique des accords (modification constitutionnelle, statut d'autonomie pour ces territoires, amnistie générale), mais deux jours plus tard, c'est un « niet ! » catégorique qui retentissait à Kiev.

Apparemment, l'Ukraine n'a jamais renoncé à l'option militaire, mais utilisait le processus de négociation pour gagner du temps, à l'image de ce que la Croatie avait fait avec la Krajina entre 1992 et 1995. À l'époque, Washington avait gorgé d'armes la Croatie, fait évacuer les Casques bleus de l'ONU et le gouvernement croate avait nettoyé ces territoires de leur population serbe en trois jours (l'opération tonnerre), avant que l'armée yougoslave n'ait le temps de se porter au secours de cette république serbe. La décision russe de reconnaître ces deux républiques lui donne le droit d'apporter une assistance militaire à ces deux entités, possibilité qui, de plus, est formalisée dans le traité d'amitié et d'assistance qui a été signé en même temps que le décret présidentiel de reconnaissance. **L'armée ukrainienne va donc se retrouver face à une véritable armée et non une milice populaire comme aujourd'hui. Les habitants du Donbass vont pouvoir recommencer à vivre.**

...

FP : La presse occidentale accuse Poutine d'avoir « enterré les accords de Minsk ». Que faut-il comprendre ?

RB : C'est une désinformation. Vladimir Poutine a acté l'enterrement des accords de Minsk par les gouvernements ukrainiens successifs. En effet, les accords de Minsk étaient structurés en deux parties : les points 1 et 2 sur le cessez-le-feu et la sécurité et les points 4 à 12 sur les étapes politiques de règlement du conflit. **L'Ukraine a refusé toute discussion sur les points 4 à 12. Pire, elle a**

posé des actes aggravant la situation. Par exemple, l'article 8 prévoyait le rétablissement des relations économiques, sociales et financières entre l'Ukraine et les entités du Donbass. L'Ukraine met en place un blocus économique du Donbass le 15 mars 2017. Les Occidentaux font une remontrance à Kiev pour la forme, mais le blocus n'est pas levé.

FP : À regarder les réactions que suscite le dossier ukrainien en France, on trouve finalement beaucoup de « pro » et d'« anti ». Un souverainiste français doit-il prendre parti dans ce genre de conflit ?

RB : Tout d'abord, les questions de politique des nationalités ne sont pas notre histoire. La France est une vieille nation sédimentée par 2000 ans de travail patient de l'histoire et de sa construction étatique. Cela doit nous amener à l'humilité quand on regarde ces questions. Prendre parti entre les deux belligérants est donc difficile, voire impossible. Les intérêts géopolitiques de la Russie face au droit de la nation ukrainienne à son État ne peuvent pas être tranchés depuis Paris. **En tant que français, ce qui me choque et devrait faire réagir notre gouvernement républicain, c'est l'héroïsation des collaborateurs pro-nazis par l'actuel gouvernement ukrainien,** comme Vladimir Koubiïovitch, dont les 120 ans ont été commémorés officiellement par la ville de Kiev, fondateur de la division de Waffen SS « Galicie », dont des éléments ont été recyclés dans la SS « Das Reich », ceux-là mêmes qui ont perpétré le crime d'Oradour-sur-Glane. **Emmanuel Macron verse une larme à Oradour entre les deux tours de la présidentielle pour jouer au résistant antifasciste, puis serre la main d'un président ukrainien qui a érigé la glorification de ces criminels en politique d'État.**

FP : Les communicants de l'Élysée ont beaucoup fait pour vendre le rôle de pacification supposée d'Emmanuel Macron. Comment jugez-vous l'action de notre président ?

RB : La France aurait eu de nombreuses cartes à jouer dans le règlement de ce conflit, si elle avait fait preuve de fermeté contre le pouvoir de Kiev, ne serait-ce que dernièrement en mettant en place des sanctions contre celui-ci pour non-respect des accords de Minsk. Le fait que la France et l'Allemagne se soient comportées comme des garants partiels des accords de Minsk, pardonnant tout aux Ukrainiens, des manœuvres dilatoires aux violations flagrantes de sa lettre et de son esprit, a démonétisé la parole de notre pays devant la Russie, allié et partenaire historique de la France. Pour un souverainiste, cela est grave. Le double discours n'est pas un discours de paix. Dire à Moscou que nous voulons un « dialogue stratégique » avec la Russie, puis dire que la France est « une partie intégrante du monde libre », ce n'est pas de l'habileté diplomatique, c'est de la confusion.

FP : Vous connaissez bien la figure politique de Vladimir Poutine pour avoir notamment traduit ses discours. Son image médiatique occidentale est-elle celle qu'on retrouve dans ses écrits et ses discours ?

RB : Pas du tout. Ce qui m'a surpris dans cette traduction, c'est la constance de la pensée du président russe. Contrairement à Emmanuel Macron, Vladimir Poutine a une vraie pensée stratégique. J'ai retrouvé dans le discours du 21 février sur la reconnaissance de l'indépendance des républiques de Donetsk et Lougansk, les mêmes mots qu'à l'été 1991, dans sa première entrevue télévisée : le communisme a posé une bombe à retardement sous la construction étatique russe : la fondation d'États artificiels en Ukraine et en Biélorussie. Il n'y a que ceux qui ne veulent ni lire ni écouter Vladimir Poutine qui sont surpris de ses positions actuelles. **La leçon pour un souverainiste français de l'action et de la pensée de Vladimir Poutine est que la Nation sans l'État n'existe pas et que la souveraineté sans la puissance est du bavardage.** Ce que l'occident ne supporte

pas chez Vladimir Poutine est d'avoir allié renaissance de l'État et dignité du peuple russe, volonté souveraine et politique de puissance. Cela rend la Russie incontournable, avec ses forces et ses faiblesses, ses atouts et ses manques.

<https://frontpopulaire.fr/o/Content/co781719/romain-bessonnet-macron-a-demonetise-la-voix-de-la-france-en-russie>